



*Regroupement québécois
des intervenants et intervenantes
en action communautaire en CSSS*

RAPPORT DES DÉLÉGATIONS 2009-2010

PAR :

RENÉ LACHAPELLE

MONICA ST-PIERRE

BERTRAND LOISELLE

JACQUES FOURNIER

ALAIN COUTU

MARCEL GÉLINAS



Axe développement social des communautés

Délégué : René Lachapelle

Le RQIIAC est partenaire communautaire de l'Axe développement social des communautés à l'ARUC-ISDC. À ce titre, j'ai participé à six (6) réunions (2008.09.11 ; 2009.01.22 ; 2009.05.20 ; 2009.09.15 ; 2009.12.08 ; 2010.02.17) et je serai présent à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu le 16 juin prochain. L'information de l'ARUC a été diffusée aux membres du CA chaque fois qu'un bulletin a été publié et le site internet fournit les données à jour sur les travaux en cours (<http://www.uqo.ca/aruc/index.html>).

Les priorités 2008-2010

Le RQIIAC a été partenaire associé aux recherches suivantes :

- Des récits de pratique d'organisation communautaire en CSSS – Chercheurs : Denis Bourque et René Lachapelle – Publication dans l'édition du cadre de référence du RQIIAC en version brève et Cahier de recherche à l'automne 2010
- L'implication des acteurs sociaux dans la dynamique de planification du développement local : l'expérience sénégalaise – Chercheurs : Sambou Ndiaye et Denis Bourque – Séminaire en 2011 et publication ultérieure
- L'implication des acteurs sociaux dans les dynamiques d'élaboration et de mise en œuvre de plans locaux de développement social : étude d'expériences québécoises – Chercheurs : Denis Bourque et Sambou Ndiaye – Séminaire en 2011 et publication ultérieure
- Formes et dynamiques des partenariats locaux entre CSSS et organismes communautaires : étude de trois (3) réseaux de services en santé publique – Chercheur : Denis Bourque – Cahier à paraître à l'automne 2010
- Les effets de la reconfiguration en santé et services sociaux sur les pratiques partenariales, psychosociales et communautaires en CSSS – Chercheurs : Denis Bourque et Sébastien Savard – Publication à l'automne 2010
- État stratège et co-construction des politiques publiques – Chercheur Yves Vaillancourt – Deux (2) cahiers publiés par l'ARUC-ISDC, le LAREPPS et le CRISE (2009)
- Innovations sociales en Outaouais – Chercheurs : Denis Bourque, Lucie Fréchette et Louis Favreau – Rapport déposé à l'Agence SSS de l'Outaouais et cahier de recherche (2008)
- Organisation communautaire en CSSS et programmes de santé publique – Chercheurs : René Lachapelle et Denis Bourque – Cahier publié en 2007

Les orientations 2010-2011

L'année qui commence est la dernière de l'ARUC. Les subventions de recherche à une ARUC ne sont pas renouvelables mais les équipes et leurs partenaires communautaires sont admissibles à une nouvelle demande de subvention. L'ARUC a déjà amorcé une réflexion collective sur cette nouvelle demande. Ce sera l'essentiel des travaux de la prochaine assemblée générale en juin.

Pertinence de la participation du RQIIAC

Le RQIIAC est, à double titre, intéressé à cette ARUC et à celle qui éventuellement devrait lui succéder. D'une part, on y trouve plusieurs chercheurs qui mènent des travaux sur l'organisation communautaire, le développement social et le développement des communautés et qui s'intéressent aux CSSS. D'autre part, l'ARUC a aussi un volet développement local à l'international (Axe 3) où sont soutenues des recherches pertinentes pour notre partenariat avec la FENASCOM. Le GESQ dont le RQIIAC est membre, est partenaire de cet axe de l'ARUC.

Disponibilité

Comme je l'ai souvent exprimé au comité exécutif et au conseil d'administration, il serait fort intéressant que quelqu'un de l'une ou l'autre de ces instances participe aux rencontres de l'ARUC. Cependant, s'il n'y a pas d'autre candidature et si le conseil d'administration juge à propos de ne pas démissionner de l'engagement pris d'agir comme partenaire, je demeure disponible pour représenter le RQIIAC.



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**

Délégué : René Lachapelle

J'ai participé à neuf (9) assemblées du GESQ depuis juin 2008 (2008.06.10; 2008.09.25; 2008.11.27; 2009.01.16; 2009.09.17; 2009.11.26; 2010.04.15; 2010.05.28) et j'ai participé à Lux'09, la 4^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité au Luxembourg, en avril 2009. À cette occasion, j'ai participé à deux (2) panels en association avec le président de la FENASCOM, M. Yaya Zan Konaré.

Les priorités et les actions 2008-2010

Le RQIIAC est membre du GESQ depuis plusieurs années. Les deux dernières années ont été un peu mouvementées puisque le Chantier de l'économie sociale a remis en question l'existence du GESQ forçant les membres à mener une réflexion collective et des débats sur la raison d'être du GESQ. Beaucoup d'énergies ont été investies dans ces démarches.

Le GESQ demeure membre du RIPESS-Amérique du Nord et entretient d'excellents liens avec le RIPESS-Amérique latine et Caraïbes, de même qu'avec le RIPESS-Asie-Pacifique.

Les principales activités du GESQ sont les universités d'été (Jonquière en 2009 et Orford en 2010), l'organisation de formations et de séminaires avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et la participation au Forum social mondial (2009).

Orientations 2010-2012

Le GESQ continuera à participer aux réseaux internationaux qui favorisent la promotion de l'économie sociale et solidaire. Au calendrier de la prochaine année :

- La conférence internationale *Quel projet de société pour demain* organisée par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité les 22-23 septembre 2010;
- Un séminaire à Saint-Louis (Sénégal) en janvier 2011 sur le développement local comparé Québec-Sénégal et le Forum social mondial de Dakar (Sénégal);

- Université d'été 2011 : à définir.

Pertinence de la participation du RQIIAC

Le RQIIAC a profité de sa participation au GESQ dans le cadre du partenariat avec la FENASCOM. La nouvelle structure du GESQ permettra une participation élargie aux activités par les membres du RQIIAC. Il me semble donc pertinent de maintenir notre adhésion.

Disponibilité

Depuis novembre 2009, j'assume la présidence du GESQ. Il serait intéressant que quelqu'un d'autre du conseil d'administration représente le GESQ lors des assemblées. La nouvelle structure fait en sorte que cette participation sera moins exigeante que par le passé : la personne déléguée sera invitée à l'assemblée générale annuelle et à l'université d'été. L'engagement pourrait être plus important si la personne est intéressée à participer au conseil d'administration qui se réunit au moins quatre fois par an.



Déléguée : Monica St-Pierre, OC, CSSS de Lac St-Jean Est

Rencontres de C.A.

Le Collectif a tenu trois (3) assemblées depuis l'automne 2009 et une quatrième rencontre est prévue pour le 8 juin 2010 à Montréal.

Les activités

Les mots clés pour décrire cette année sont sans doute les suivants : *mobilisation, coalition, participation et manifestations* !

L'automne de bien des gens de tout le Québec s'est amorcé par une réponse aux consultations des ministres Hamad et Thériault, le **Rendez-vous des régions**, qui ont donné lieu à une large mobilisation. Les consultations qui ont connu leur aboutissement le 11 décembre à Québec ont permis au gouvernement de constater la convergence des revendications d'une large gamme d'organisations sociales. Si les personnes en situation de pauvreté ne trouvaient guère leur place à l'intérieur des rencontres régionales, celles-ci ont toutefois été très présentes dans les manifestations et réunions parallèles. Le Collectif a produit un rapport pour chacune des rencontres et un bilan global dans ses bulletins de liaison (voir la Soupe au caillou).

Le Collectif a été très actif en 2010 à l'intérieur de la **Coalition opposée à la tarification et à la privatisation**. La grande manifestation du 1^{er} avril à Montréal a permis à toutes les organisations membres de marquer leur mécontentement contre le budget Bachand, déposé le 30 mars. Le **budget** du Québec est un moment fort de la vie du Collectif depuis une décennie. Cette année, c'est un pan de plus en plus large de la population québécoise qui s'y intéresse. Les réactions d'indignation envers les mesures régressives annoncées par le ministre des Finances ne semblent pas vouloir s'estomper sous les forts rayons de soleil d'un été hâtif !

L'équipe du Collectif a préparé un mémoire pré budgétaire qui a été présenté au ministère des Finances. Elle était également présente au huis clos du budget. L'analyse exhaustive du budget 2010-2011 est amorcée et sera bientôt disponible sur le site du Collectif (www.pauvrete.qc.ca).

Le second **plan d'action** prévu par la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* était attendu en avril 2010 par les membres du Collectif. Toutes les rumeurs de dépôt du plan ont été déjouées jusqu'au moment d'écrire ces lignes. Le Collectif avait préparé des outils et mobilisé ses membres autour du 22 mars sous le thème *Éliminer la pauvreté, trop de bonnes raisons de ne pas le faire. Députés, à vos devoirs !*

Les ministres Raymond Bachand, Lise Thériault, Sam Hamad ainsi que le premier ministre Jean Charest ont été particulièrement ciblés mais tous les députés ont reçu le document *Trop de bonnes raisons...*, souvent livré en main propre par les militants des régions. L'équipe du Collectif et le comité stratégique viennent de réviser le **plan de campagne en réaction au plan d'action**. Ce dernier risque très peu de répondre aux attentes des membres, à la lumière des éléments qu'on en perçoit dans le budget.

Perspectives

La **campagne Retour à l'expéditeur** prendra effet dès le dépôt du plan d'action. Les régions et l'ensemble des organismes membres seront mobilisés autant que possible, malgré la période peu propice de fin d'année. Les actions devraient s'intensifier à l'automne et la mobilisation devrait coïncider avec les **Journées Ensemble autrement** qui ont été remises au 21 et 22 septembre 2010. Les Journées Ensemble autrement permettent aux membres de se rassembler autour de la philosophie AVEC qui se résume par : penser, décider et agir AVEC les personnes concernées.

Le colloque du RQIIAC permettra d'ailleurs de lancer un **guide** visant à faciliter la participation des personnes en situation de pauvreté dans les organisations. Une vidéo préparée spécialement pour l'atelier présenté au colloque pourra compléter une série de nouveaux outils dans ce sens.

L'avis déposé par le *Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, sur les cibles de revenus à atteindre, appelle également l'obligation pour le ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale de mettre sur pied une **commission parlementaire à l'automne 2010**. Il va sans dire que l'équipe du Collectif et ses membres seront très actifs lors de cette commission.

Vie associative

Le **Comité AVEC** formé d'une majorité de personnes en situation de pauvreté et de quelques intervenants s'est restructuré et renforcé cette année. Il tente d'intégrer un peu plus ses membres au C.A. du Collectif et d'assurer une plus grande influence de ceux-ci à l'intérieur de l'organisation. Il vise également à mieux couvrir l'ensemble des régions du Québec, l'an prochain.

La préoccupation de la réalité des **peuples autochtones** du Québec a trouvé écho au sein des instances du Collectif.

Un **nouvel organisme membre** a été accueilli par la coalition. Il s'agit de l'organisme *Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)*.



Délégués : Bertrand Loiseau, OC, CSSS Jardins Roussillon
Jacques Fournier

Notre rapport en 12 points :

1. Nous avons participé à toutes les grandes rencontres de la Coalition Solidarité Santé l'an dernier: Cinq ou six (5-6) grandes rencontres. L'un de nous y était au moins, mais la plupart du temps, nous y étions tous les deux. Bertrand est très actif aux rencontres.

2. Nous participons aussi à toutes les rencontres du nouveau comité des services sociaux (aux deux mois environ). Ce comité surveille aussi les autres méga-méga-fusions forcées possibles.
3. Nous avons envoyé régulièrement, au cours de l'année, des nouvelles de la Coalition via les listes RQIIAC et travsoc: documents, communiqués de presse, etc.
4. Le RQIIAC a été un membre fondateur de la Coalition en 1991. Notre présence est toujours pertinente. Avec les menaces du dernier budget (ticket modérateur, taxe uniforme, etc.), la Coalition est de plus en plus utile.
5. En plus de la gratuité, la Coalition travaille sur le Dossier Santé Québec, l'assurance-médicaments, etc. Les ordres du jour sont touffus.
6. La Coalition ne fonctionne pas à son maximum, entre autres, par manque d'argent et que la priorité syndicale absolue actuellement est la (les) négociation(s) du secteur public. La Coalition demeure cependant, encore, une des seules voix, par lesquelles on peut plaider en faveur des services sociaux et d'une vision un peu plus humaine et sociale de la grosse machine de la Santé et des petits services sociaux et de ses puissants lobbys mercantiles...
7. Il y a une permanence 3 jours/sem. seulement, payée par la Coalition, Monica Dunn. C'est dire que beaucoup de travail se fait sur une base bénévole.
8. Jacques Fournier est intéressé à continuer à co-représenter le RQIIAC, étant membre retraité en bonne et due forme ("membre en règle" dit-on chez les Hells).
9. Bertrand est intéressé à continuer à co-représenter le RQIIAC. On se complète bien.
10. Notre participation n'a rien coûté au RQIIAC.
11. La cotisation annuelle est de 150 \$. Pas cher !
12. L'organisation communautaire a tout intérêt à ce que la Coalition solidarité santé soit la plus vaillante possible !



Délégué : Alain Coutu, OC, CSSS du Nord de Lanaudière

Cette année j'ai représenté le RQIIAC et la Table des Partenaires en Développement social de Lanaudière au collectif ou comité organisateur de l'opération bilans/perspectives en développement social au Québec depuis le forum de 1998...

Les outils « SOUTIEN » seront présentés aux régions très bientôt pour approbation finale et les bilans régionaux vont commencer à l'automne et seront probablement suivis d'un évènement national au printemps 2011 (si on finit par trouver le financement manquant...).

En ce qui concerne les bilans régionaux, une démarche commune sera proposée aux régions et les grands acteurs nationaux ont accepté de nous aider à préparer l'atterrissage en régions.

Pour Lanaudière et Centre du Québec, les bilans régionaux ont déjà été faits en 2009, ce qui fait que nous sommes en avance sur le reste du Québec. Par contre, cela ne veut pas dire que nous ne participerons pas de façon différente à ce vaste chantier.

Aussi de façon plus détaillée, j'ai participé cette année à sept (7) rencontres de ce collectif (dont 5 rencontres téléphoniques et 2 en présence réelle). De plus, malgré mon départ à la retraite prévu en juillet, j'ai accepté de finir mon mandat de représentant de la TPDSL au RQDS jusqu'en novembre 2010, date de la prochaine AGA du RQDS. Peut être le RQIAC souhaitera me remplacer tout de suite. À suivre...

EXTRAIT d'un communiqué à paraître sous peu : « Depuis plus d'une dizaine d'années, le développement social a connu des avancées remarquables partout au Québec. Afin d'en mesurer toute la portée et de réfléchir aux perspectives futures à lui insuffler, un collectif de travail formé d'acteurs diversifiés a lancé l'idée d'une démarche visant à réaliser un bilan en développement social et à échanger sur ses perspectives. La démarche vise à répondre aux questions suivantes : Quels sont les acquis du développement social ? Quels en sont les enjeux et les défis actuels? Quelles sont ses perspectives de consolidation ? Le but de la démarche consiste, à partir de constats faits par une réflexion commune des acteurs locaux, régionaux et nationaux, à consolider le développement social du Québec et de ses régions et à échanger sur les perspectives qui l'animeront dans le futur. La formule proposée s'articule en deux temps. En 2010, des bilans seront réalisés dans les régions à partir des orientations régionales issues du Forum de 1998 et à partir des processus utilisés. À cet effet, un outil commun, simple et adaptable, a été fourni aux régions. Parallèlement, un portrait de l'environnement global du développement social sera rédigé. En 2011, des perspectives d'action au développement social seront dégagées en termes de développement, de consolidation et d'innovation. Un outil d'animation sera conçu et servira aux réflexions communes des acteurs. Les membres organisateurs ont convenu de la pertinence de la démarche, car elle viendra soutenir les régions en leur permettant, entre autres, de se donner un aperçu du chemin parcouru en développement social, de partager des savoirs visant l'amélioration des pratiques, de trouver de nouveaux partenaires, et de forger les orientations des prochaines années. Puisque les résultats des actions en développement social se font sentir sur les réalités quotidiennes des citoyens (logement social, sécurité alimentaire, transport en commun ou collectif, insertion socioprofessionnelle, accueil de nouveaux arrivants, soins aux aînés, intégration des personnes handicapées, services de proximité, revitalisation de milieux, etc.), c'est toute la qualité de vie de la population du Québec qui sera touchée. »



DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Revue Développement Social
Comité directeur

Délégué : Marcel Gélinas, OC, CSSS Champlain

La revue et notre implication :

Comme vous le savez tous, la revue Développement Social est publiée trois (3) fois par année par l'Institut National de Santé Publique du Québec (INSPQ). L'Institut dégage actuellement quelques ressources pour en assurer la production. La pérennité est pour le moment assurée mais son développement, afin d'en maintenir la qualité, la pertinence et le rayonnement, est loin d'être acquis. C'est pourquoi, il y aura mise en place de la corporation « Les amis de la revue Développement Social » que j'aborderai plus loin.

Notre représentation au comité directeur de la revue se traduit dans un rôle conseil dans l'orientation et le traitement des dossiers surtout organisationnels de la revue. Le côté rédactionnel, même si nous avons un droit de regard, est assuré par le comité de rédaction. L'autre élément qui nous caractérise et que j'essaie de mettre de l'avant, est notre enracinement dans les milieux à travers des projets terrain. Cela amène une vision davantage centrée sur le développement des communautés. C'est donc un rôle d'influence que nous jouons ici. Le RQIAC, par ses ramifications multiples dans les communautés, contribue à ce renforcement du développement social et c'est sous cet angle que j'essaie de traduire cette implication au comité directeur.

Évidemment, nous ne pourrions écarter toute subjectivité de cette représentation. Elle doit être incarnée par des individus qui portent davantage ces préoccupations. Il y a toujours un intérêt personnel à cela. Cependant, cette implication ne doit pas se faire en cercle fermé et doit avoir un rayonnement sur l'ensemble du regroupement. Voilà tout le défi. Je participe donc à ces rencontres avec tout le bagage que je possède comme organisateur communautaire et avec l'expérience acquise pendant plusieurs années au CA du RQIAC. Je demeure donc ouvert à tout commentaire et toute suggestion de votre part quant à mon rôle sur ce comité.

Les amis de la revue :

Cette idée est née dans la foulée des réflexions du comité directeur concernant la consolidation de la revue. Au départ, nous pensions créer une corporation qui permettrait d'avoir accès à des sources de financement jusqu'ici inaccessibles et qui agirait de concert avec le comité directeur à l'image d'une fondation d'un établissement public. Puis, à la rencontre du 29 avril 2010, en vue de la préparation de l'assemblée générale de fondation des Amis de la revue Développement Social, nous avons plutôt convenu de formaliser la structure de la revue et de faire en sorte que le comité directeur devienne le conseil d'administration en bonne et due forme. Nous pensions pouvoir maintenir deux (2) structures en parallèle mais avons convenu que le risque de confusion était trop grand.

Ainsi, le RQIIAC, en plus de devenir membre de la nouvelle corporation, devra mentionner son intérêt à faire partie de ce conseil d'administration s'il souhaite maintenir une représentation similaire et, le cas échéant, adopter une résolution en ce sens. Cette démarche permettra de consolider le travail déjà amorcé durant la dernière année. C'est également un pas de plus vers une plus grande démocratisation de cette structure, une plus grande transparence du processus de désignation des administrateurs. La nouvelle corporation ne sera pas uniquement dédiée à la recherche de financement mais contribuera à favoriser un large partenariat national autour du développement social ce qui n'est pas sans intéresser le RQIIAC de façon très concrète vue l'implication de plusieurs collègues dans ce domaine tant au niveau local, régional ou régional.

Si le conseil d'administration souhaite devenir administrateur de la corporation, je réitère mon intérêt et ma disponibilité à assumer cette responsabilité.